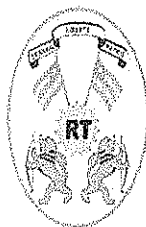


REPUBLIQUE



TOGOLAISE

CONSEIL DE SECURITE DES NATIONS UNIES

**DEBAT PUBLIC SUR :
« L'IMPACT DE LA CRIMINALITE TRANSNATIONALE
ORGANISEE SUR LA PAIX, LA SECURITE
ET LA STABILITE EN AFRIQUE DE L'OUEST
ET DANS LA REGION DU SAHEL »**

**INTERVENTION DE
S.E.M. FAURE ESSOZIMNA GNASSINGBE,
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE**

Madame et Messieurs les Ministres,

Monsieur le Secrétaire général,

Mesdames et Messieurs,

Je voudrais, avant toute chose, saisir l'occasion que m'offre le débat de ce jour pour vous exprimer, au nom du Gouvernement et du peuple togolais, ma profonde reconnaissance pour le soutien que vous apportez au Togo depuis qu'il assume la présidence du Conseil de sécurité pour ce mois de février.

Votre présence à New York ce jour n'en est que l'illustration parfaite.

Je tiens également à réitérer au Secrétaire général de notre Organisation, à qui je renouvelle mes vœux ardents de succès pour son second mandat, mes vives félicitations pour les efforts constants qu'il déploie en vue de la promotion de la paix, de la sécurité et du développement dans le monde.

Mesdames et Messieurs,

L'examen, par notre Conseil, de la question de « L'impact de la criminalité transnationale organisée sur la paix, la sécurité et la stabilité en Afrique de l'Ouest et dans la région du Sahel » revêt une importance capitale pour mon pays et l'ensemble des Etats concernés et ce, à plusieurs titres.

Premièrement, la situation en matière de paix et de sécurité en Afrique de l'Ouest et au Sahel reste très fragile, en dépit des efforts accomplis. Aux côtés des pays qui sortent des conflits, comme la Côte d'Ivoire, la Guinée Bissau et le Liberia, coexistent des Etats dont la situation sociopolitique demeure précaire.

Deuxièmement, de nouvelles menaces à la paix, à la sécurité et au développement, telle que la piraterie en mer, y sont apparues et s'intensifient.

Ces menaces sapent le fondement des Etats et les efforts entrepris pour promouvoir la démocratie, et le progrès social et économique dans la région.

Troisièmement, dans le Sahel en particulier, les activités des groupes rebelles, qui mettaient déjà en péril la stabilité et l'intégrité territoriales de certains pays, ont malheureusement connu un regain d'intensité à la suite de la crise libyenne qui a entraîné un flux considérable d'armes de tous calibres dans cette région.

La conjugaison de tous ces facteurs, doublée d'activités terroristes au Nigeria et dans le Sahel, fait que ces deux sous-régions sont devenues une plaque tournante pour le trafic de tous genres, comprenant celui de la drogue, le trafic des armes en passant par la traite des êtres humains. Le dernier rapport du Secrétaire général sur les activités du Bureau des

Nations Unies en Afrique de l'Afrique de l'Ouest (UNOWA) indique que ces deux sous-régions demeurent une zone de prédilection pour le transit de la cocaïne et la production de drogues de synthèse.

Certes, l'Afrique de l'Ouest et le Sahel ne sont pas les seuls concernés par ce problème. Dans d'autres parties du monde, le trafic de drogues et le crime organisé représentent un défi majeur pour les démocraties, le droit et la justice.

Les pays qui sortent des conflits sont encore plus vulnérables, l'ordre public y étant ébranlé, tandis que l'emprise de la pauvreté y facilite l'infiltration et la corruption, par les réseaux criminels internationaux, de leurs institutions au demeurant affaiblies.

Par ailleurs, le trafic de la drogue est de plus en plus étroitement lié à d'autres formes de trafic dans la région, notamment le ravitaillement en carburant et la piraterie dans le Golfe de Guinée.

Lorsqu'on considère que la piraterie en mer a gagné en fréquence et en intensité avec la multiplication des attaques à main armée dans la région, particulièrement au large des côtes du Nigeria, du Bénin et du Togo, et que les pirates pourraient entretenir toute forme de collaboration avec les autres organisations criminelles opérant sur terre, l'on ne peut que mesurer la complexité de la lutte à engager par nos Etats pour endiguer le crime organisé.

De même, les groupes criminels ont renforcé leurs actions en faveur de la circulation rapide et incontrôlée des armes de tous calibres, comme l'attestent malheureusement la situation qui prévaut dans le nord du Mali.

Mesdames et Messieurs,

La criminalité transnationale organisée constitue donc une source de grande inquiétude pour les pays de l'Afrique de l'Ouest et du Sahel. Elle reste un obstacle majeur au développement des économies de nos Etats, dans la mesure où les questions de sécurité mobilisent d'importantes ressources intellectuelles, humaines et financières qui auraient dû être investies dans les actions de développement. De même, elle sape le fondement des Etats ainsi que les efforts engagés pour promouvoir la démocratie et l'état de droit.

Par ailleurs, le crime organisé compromet, de façon considérable, l'impact positif des réformes entreprises par nos pays pour sortir les populations de la misère et de l'extrême pauvreté.

C'est pourquoi, les gouvernements de l'Afrique de l'Ouest et de la région du Sahel ont initié des actions et pris des mesures importantes, à la fois politiques et juridiques, pour faire face à la situation.

Le Plan d'action régional de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) 2008-2011, qui est arrivé à échéance à la fin de l'année dernière, constitue un cadre approprié de lutte contre la criminalité organisée dans la région.

Je me réjouis de ce que les organismes des Nations Unies et le Bureau de l'Organisation des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) collaborent avec la CEDEAO en vue du renouvellement de ce Plan.

Au Togo, depuis plusieurs années déjà, le Gouvernement s'est engagé dans une lutte acharnée contre le crime organisé sous toutes ses formes.

Outre les mesures à caractère institutionnel, telles que la ratification de nombre d'instruments juridiques internationaux sur la criminalité organisée et le terrorisme, mon pays a adopté un cadre stratégique national intégré de lutte contre la drogue et le crime dont l'élaboration a bénéficié de l'expertise de plusieurs partenaires tels que la France, les Etats-Unis d'Amérique, l'Union Européenne et la Commission de la CEDEAO.

Ce programme national intégré, qui couvre la période 2009-2013, est articulé autour de cinq axes prioritaires qui vont du renforcement des structures de coordination à la promotion de la capacité de l'Etat dans ses actions de prévention des activités criminelles.

C'est le lieu pour moi de remercier tous les partenaires au développement et les exhorter à continuer de soutenir le Togo et tous les pays de l'Afrique de l'Ouest et de la région du Sahel dans leurs efforts.

Mesdames et Messieurs,

Il est encourageant de relever que la question de la criminalité organisée en Afrique de l'Ouest et dans la région du Sahel ne laisse pas indifférente la communauté internationale. Les Nations Unies, et en particulier le Conseil de sécurité, se sont déjà engagées dans la lutte contre ces diverses activités criminelles.

En consacrant un débat, sanctionné par une déclaration présidentielle, sur le trafic de la drogue en 2009 et en adoptant une résolution en octobre 2011 sur la piraterie dans le Golfe de Guinée, à l'initiative du Nigeria, le Conseil a prouvé sa détermination à combattre, par tous les moyens légaux, ces nouvelles menaces à la paix et à la sécurité internationales.

Dans la même optique, mon pays se réjouit de l'envoi récent dans les sous-régions, par le Secrétaire général, de deux missions d'évaluation, l'une sur les répercussions de la crise

libyenne sur la sécurité dans la région du Sahel, et l'autre sur la piraterie dans le Golfe de Guinée.

Ces deux initiatives ont, sans nul doute, permis d'avoir une approche plus cohérente et intégrée susceptible de permettre à nos pays d'engager les actions voulues pour empêcher que la sous-région ouest-africaine et le Sahel ne sombre dans la violence et le chaos.

Toutefois, l'ampleur de la lutte à mener est telle que l'Afrique de l'Ouest et la région du Sahel ne sauront mener ce combat sans l'assistance de la communauté internationale. Nos Etats ont besoin de plus d'aide, qu'elle soit matérielle ou financière, pour faire face aux nombreux défis que posent les trafiquants de drogues et les groupes criminels, fortement armés, qui écument nos régions.

Nos forces de sécurité doivent disposer des moyens appropriés pour affronter ces groupes criminels et les vaincre. Pour y parvenir, elles ont besoin d'être mieux équipées et mieux préparées. Dans la même optique, les services judiciaires de nos pays devraient être renforcés et entretenir entre eux, et en particulier avec INTERPOL, une coopération en vue de l'échange des informations.

Nous pensons donc qu'un effort conséquent, commun et coordonné des Etats de l'Afrique de l'Ouest et du Sahel est indispensable, avec un appui solide de la communauté internationale pour vaincre le crime organisé et les activités y associées.

En particulier, une grande coopération est nécessaire tant avec les pays dans lesquels les drogues sont produites qu'avec ceux dans lesquels elles sont consommées en vue de neutraliser les trafics y relatifs.

Je tiens à exprimer ma reconnaissance à l'Assemblée générale, au Conseil Economique et Social (ECOSOC), à l'Organisation des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC), au Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest (UNOWA) et à tout le Système des Nations Unies ainsi qu'aux Etats membres qui ont, chacun à son niveau, apporté leur assistance et leur expertise dans la lutte quotidienne que nos pays respectifs mènent contre la criminalité transnationale organisée.

En ce qui les concerne, nos pays restent conscients des responsabilités qui leur incombent en matière de gouvernance politique et économique et de renforcement de l'état de droit. Dans la même optique, ils travaillent afin que les jeunes diplômés et les sans-emplois puissent trouver du travail et ne deviennent pas une proie facile des groupes criminels organisés.

Nous pensons que le rôle de la société civile et des ONG concernées par les activités de lutte contre le trafic illicite de la drogue et les crimes organisés devrait être fortement soutenu par la communauté internationale.

En vue d'assurer une meilleure coordination des actions engagées à tous les niveaux, le Togo propose la création d'un Groupe de contact international sur la criminalité transnationale organisée, à l'instar du Groupe de contact international sur la piraterie aux larges des côtes somaliennes.

Madame et Messieurs les Ministres,

Monsieur le Secrétaire général,

Mesdames et Messieurs,

Les défis à relever dans la lutte contre la criminalité transnationale organisée sont de taille et nous interpellent pour une intensification de la coordination internationale des actions à mener contre ce fléau. A cet égard, j'en appelle à une plus grande mobilisation de la communauté internationale et à un soutien accru en faveur des Etats de l'Afrique de l'Ouest et de la région du Sahel.

Je reste convaincu que le Conseil de sécurité ne ménagera aucun effort pour continuer d'examiner cette question et lui accorder toute l'attention requise.

Il importe que nous ne laissions pas le crime organisé déstabiliser l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, car le manque de coordination des actions pourrait entraîner la violence et la destruction des progrès si difficilement acquis au cours des dernières années.

Le développement de nos pays est également à ce prix.

Je vous remercie.